

COMITE DE SUIVI FEADER de Franche-Comté 22 novembre 2016

Présentation de l'avancement du Programme de Développement Rural de Franche-Comté FEADER 2014-2020

■ L'avancement des engagements et des paiements :

L'état d'avancement des engagements et des paiements présenté lors du Comité de suivi FEADER du 23 mai dernier était établi au 31 mars 2016. Le tableau joint en annexe 1 actualise les engagements et paiements au 31 octobre 2016.

○ Engagements :

Globalement les engagements (57 238 059 €) ont progressé de 2 794 971 € soit +5,1%, et représentent 13 % de la maquette totale du FEADER de 443 724 144 €.

Aucun engagement nouveau n'a pu être comptabilisé pour les mesures SIGC (Système Intégré de Gestion et de Contrôle c'est-à-dire les mesures Agro-environnement – climat (MAEC) - Mesure 10, Agriculture biologique - Mesure 11 et Paiements en faveur des zones soumises à des contraintes naturelles ou à d'autres contraintes spécifiques - Mesure 13) car l'instruction des dossiers déposés lors des déclarations PAC 2015 a commencé très récemment. L'instruction des demandes concernant la mesure 13 est en cours. Celle des demandes qui concernent la mesure 11 et la mesure 10 pour les MAEC système se fera en fin d'année et tout début 2017. L'instruction des autres demandes sera faite au 1^{er} trimestre 2017. Les demandes relatives aux déclarations PAC 2016 seront traitées ultérieurement.

Globalement les engagements sur les dispositifs hors SIGC progressent de plus de 15% en 6 mois. Les appels à projet de début 2016 ont produit des engagements supplémentaires. Mais l'évolution présentée ne reflète pas complètement le volume des programmations car il y a un décalage entre celles-ci et la saisie des engagements, ce décalage étant dû parfois à l'attente de décision définitive des cofinanceurs par leurs assemblées, mais surtout aux mises à niveau de plusieurs outils OSIRIS qui diffèrent les saisies d'engagement. En résumé cela signifie que la situation des engagements présentée est nettement en-dessous du niveau de sélection des opérations. On note pour quelques types d'opérations un rattrapage des engagements par rapport aux programmations 2015. On observe quelques légers désengagements au solde pour des dossiers engagés au titre de la transition mais l'effet est négligeable.

○ Paiements

Les paiements (44 011 002 €) ont progressé de 3 329 065 € soit +8,2%, et représentent 77% des engagements et 10% de la maquette.

Aucun paiement supplémentaire n'a été effectué pour les mesures SIGC puisque tous les paiements relatifs à la campagne 2014 étaient réalisés au 15 octobre 2015 et que, comme indiqué précédemment, les dossiers déposés lors des déclarations PAC 2015 et 2016 ne sont pas engagés. Comme l'an dernier des avances de trésorerie (ATR) sont mises en place en attendant le versement des aides PAC 2016 pour les paiements compensatoires (ICHN) et leur versement est en cours.

Ce sont donc uniquement les dispositifs hors SIGC qui impliquent cette progression. Par rapport à ces seuls dispositifs elle dépasse 73%. Certains types d'opération doublent leur taux de paiement (4.1A - Aides à la construction, la rénovation et l'aménagement des bâtiments d'élevage, 4.3B - Infrastructures liées à l'évolution et à l'adaptation de la foresterie). On observe sur quelques autres les premiers paiements sur dossiers sélectionnés

en 2015 (4.1C - Aides aux investissements en faveur d'alternatives pour la réduction des intrants, 4.2A - Soutien aux investissements des industries agroalimentaires et 8.6B – Soutien aux équipements d'exploitation forestière). Le taux de paiement progresse aussi légèrement pour les dossiers engagés en 2014 dans la période de transition et atteint maintenant 92% des engagements.

▪ **Gestion opérationnelle :**

- Descriptifs Détaillés de Mise en Œuvre (DDMO) et ouverture des outils OSIRIS
 - DDMO et outils complets

Lors des précédents Comités il a été indiqué que l'Agence de Services et de Paiement (ASP) avait ouvert la possibilité pour un nombre limité de dispositifs prioritaires (5 par PDRR pour l'instant), de payer encore en 2016 sur outil simplifié jusqu'au 30 juin 2016, à condition que les DDMO complets de ces dispositifs soient produits le 15 mai.

Ces DDMO complets ont pu être rédigés dans les délais et les outils OSIRIS sont opérationnels pour 2 d'entre eux ou en phase de test pour les 3 autres :

- 6.1A - Dotation jeunes agriculteurs (DJA), opérationnel depuis le 22 août
- 4.1A - Aides à la construction, la rénovation et l'aménagement des bâtiments d'élevage, en phase de test depuis le 26 septembre et retour au siège pour modifications le 25 octobre
- 4.1B - Aides aux installations pour l'amélioration de la performance énergétique des exploitations agricoles, en test depuis le 7 octobre
- 4.1C - Aides aux investissements en faveur d'alternatives pour la réduction des intrants, opérationnel depuis le 8 septembre
- 8.6B - Soutien aux équipements d'exploitation forestière en test depuis le 7 novembre

Les services du Ministère de l'Environnement, de l'Energie et de la Mer ont élaboré des DDMO pour des dispositifs du cadre national qui doivent être déclinés en région. Ces adaptations ont été effectuées et la livraison pour test est prévue mi-novembre :

- 7.1B – Elaboration et révision des plans de gestion liés aux sites Natura
- 7.6D - Animation des documents de gestion est déjà disponible et en cours d'adaptation

Puis une liste complémentaire de 4 DDMO a été établie, ceux-ci ont été déposés et les outils sont en cours de test pour 3 d'entre eux et l'autre sera prochainement livré :

- 19.1A - Soutien préparatoire aux stratégies de développement LEADER, livraison pour test prévue mi-novembre
- 7.6A - Aide à l'adaptation de la conduite pastorale des troupeaux soumis au risque de prédation par les grands prédateurs, en test à partir du 12 juillet puis modifié et à nouveau en test depuis le 13 octobre
- 3.1A - Aide à la certification biologique, en test depuis le 18 octobre
- 4.3B - Infrastructures liées à l'évolution et à l'adaptation de la foresterie, en test depuis le 9 novembre

D'autres DDMO complets ont pu être présentés à l'ASP et traités selon les disponibilités dégagées après élaboration des outils prioritaires. Il s'agit des types d'opération :

- 4.2A – Soutien aux investissements des industries agroalimentaires, dont l'outil est opérationnel depuis le 3 octobre.
- 20.1A – Assistance technique hors Réseau Rural Régional dont la livraison de l'outil est prévue fin novembre

C'est donc un chantier de 13 DDMO complets qui a été conduit à ce jour sur les 39 nécessaires à la gestion sécurisée de tous les dispositifs hors LEADER. 3 outils sont opérationnels, 6 en test et 4 sont attendus.

- Reprise des dossiers payés

La reprise sur outil complet des dossiers ayant fait l'objet de paiements d'acomptes sur outils simplifiés est indispensable pour sécuriser ces paiements. Cela a été effectué pour les outils disponibles. Fin octobre la situation était la suivante :

- 6.1A - Dotation jeunes agriculteurs (DJA) : 108 dossiers repris sur les 111 payés
- 4.1C - Aides aux investissements en faveur d'alternatives pour la réduction des intrants : 20 dossiers repris sur les 33 payés
- 4.2A – Soutien aux investissements des industries agroalimentaires : les 2 dossiers ont pu être repris

Lorsque les outils seront disponibles les reprises à effectuer seront les suivantes :

- 4.1A - Aides à la construction, la rénovation et l'aménagement des bâtiments d'élevage : 55 dossiers
- 4.1B - Aides aux installations pour l'amélioration de la performance énergétique des exploitations : 18 dossiers
- 8.6B - Soutien aux équipements d'exploitation forestière : 2 dossiers

- Ouverture de nouveaux outils simplifiés pour engagement

L'ASP a offert en septembre la possibilité de demander de nouveaux outils simplifiés, qui ne permettent que des engagements mais pas de paiements. L'autorité de gestion a demandé l'ouverture de 7 outils pour les types d'opération suivants :

- 7.6C1 – Contrats Natura 2000 - en milieux non-agricoles et non-forestiers, disponible depuis le 17 octobre
- 7.6C1 – Contrats Natura 2000 - en milieux forestiers, disponible depuis le 21 octobre
- 7.6B – Mise en valeur des espaces pastoraux, déclaré recevable le 4 octobre et en phase d'élaboration pour fin novembre
- 7.4A – Investissements dans la mise en place, amélioration et développement des services de base locaux pour la population rurale, déclaré recevable le 25 octobre et en phase d'élaboration pour fin novembre
- 7.7A – Investissements pour délocalisation d'activités, reconversion de bâtiments et installations à proximité des communes rurales, déclaré recevable le 25 octobre et en phase d'élaboration pour fin novembre
- 8.6A – Amélioration de la valeur économique des peuplements forestiers, déclaré recevable le 27 octobre et en phase d'élaboration pour fin novembre
- 16.7B – Elaboration et animation de stratégies locales de développement forestier, déclaré recevable le 27 octobre et en phase d'élaboration pour fin novembre

- Déclarations PAC 2016 :

Les déclarations de la campagne PAC 2016 devraient être mises prochainement à disposition des autorités de gestion de façon anonymisée, comme celles de la campagne 2015 l'ont été l'an dernier. Cela concerne certaines mesures financées par le FEADER (mesure 10 – Agro-environnement – climat, mesure 11 – Agriculture biologique et mesure 13 – Paiements en faveur des zones soumises à des contraintes naturelles ou à d'autres contraintes spécifiques). Des simulations de besoins pourront alors débiter, mais les montants définitifs ne seront connus qu'après instruction des demandes 2015 cette fin d'année et début 2017 puis des demandes 2016.

- Appels à projets et dépôts de candidatures :

L'annexe 2 présente une actualisation de la liste des appels à projet lancés en 2015 et début 2016 et ceux qu'il est prévu d'ouvrir d'ici la fin de l'année.

Sur les 50 types d'opérations du PDRR, 33 hors LEADER nécessitent des appels à projet.

21 ont fonctionné ainsi en 2016 :

- les 15 types d'opération déjà ouverts en 2015 ont été reconduits en 2016
- 6 nouveaux types d'opération ont été ouverts en 2016 :
 - 6.4.B_Unité de méthanisation rurale

- 7.4.A_Investissements dans la mise en place, amélioration et développement des services de base locaux pour la population rurale
- 7.6.B_Mise en valeur des espaces pastoraux
- 7.7.A_Investissements pour délocalisation d'activités, reconversion de bâtiments et installations à proximité de communes rurales
- 8.6.A_Amélioration de la valeur économique des peuplements forestiers
- 16.7.B_Elaboration et animation de stratégie locale de développement forestier

Il reste 13 types d'opération non déployés à ce jour.

▪ **Information détaillée sur la mise en œuvre des dispositifs :**

Une information sur la mise en œuvre des dispositifs a été présentée en Comité Régional de Programmation du 31 mars 2016 et le sera en Assemblée Plénière du 24 juin. L'annexe 3 reprend ces informations.

Lors de la rencontre nationale entre les autorités de gestion du FEADER et la Commission européenne du 22 mars dernier la Direction Générale de l'Agriculture et du développement rural s'est proposée de pouvoir mieux accompagner le suivi de la mise en œuvre des programmes de Développement Rural et a demandé à être informée 2 fois par an du bilan des appels à projets réalisés. Un premier document provisoire a été transmis à la Commission le 1^{er} juillet. Celle-ci a demandé quelques ajustements et une version définitive représentant la situation au 1^{er} septembre 2016 lui a été envoyée le 5 octobre dernier (cf annexe 4).

▪ **Rapports annuels de mise en oeuvre :**

Une consultation écrite des membres du Comité de Suivi a été lancée le 10 juin 2016 sur le projet le Rapport Annuel de Mise en Œuvre (RAMO) 2015. Aucune observation n'a été présentée par les membres du Comité.

Le projet a été ensuite complété des nouvelles données mises à disposition par l'Observatoire du Développement Rural (ODR) de l'Institut National de la Recherche Agronomique, puis transmis à la Commission européenne le 29 juin 2016. Celle-ci a fait part de ses observations le 26 août 2016.

Une nouvelle version rectifiée et enrichie des dernières données mises à disposition par l'ODR a été transmise à la Commission européenne le 11 octobre 2016 et celle-ci a accepté le Rapport Annuel de Mise en Œuvre 2015 du Programme de Développement Rural de Franche-Comté le 25 octobre 2016.

Ce rapport définitif et ses annexes sont accessibles sur le site <http://www.europe-en-franche-comte.eu> lien Extranet puis Espace-gestionnaire/CR-Comites-de-Suivi/Annee-2016/Consultation-ecrite-du-CS-FEADER-du-10-juin-2016. Le résumé citoyen est publié en une du site et inséré dans la partie accessible au grand public dans Documents-utiles/Programmes-2014-2020/PDR-FEADER.

En 2017 le RAMO doit être renforcé. La Commission a publié les lignes directrices pour élaborer ce document. En plus du suivi des indicateurs de résultat il devra comporter :

- Des informations clés sur la mise en œuvre du programme et ses priorités
- Les progrès réalisés dans la mise en œuvre du plan d'évaluation
- Les problèmes entravant la réalisation du programme ainsi que les mesures prises
- Les actions menées pour satisfaire aux conditions ex-ante
- La description de la mise en œuvre des sous-programmes
- L'évaluation des informations et des progrès accomplis dans la réalisation des objectifs du programme
- La mise en œuvre d'actions visant à tenir compte des principes horizontaux
- Les progrès réalisés en vue de garantir une approche intégrée
- Le Rapport sur la mise en œuvre des instruments financiers

De plus il devra traiter 30 questions d'évaluation communes pour le développement rural.

L'ampleur de ce travail conduit à s'appuyer sur une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage par un consultant. La procédure de sélection va débiter prochainement.

▪ **Avancement du conventionnement LEADER**

L'élaboration des conventions tripartites a mobilisé l'autorité de gestion, l'ASP et les GAL tout au long de cette année. Le 26 juin dernier l'assemblée plénière de la Région a validé un cadre de convention. Ce cadre doit être

adapté à chaque GAL en déclinant de façon opérationnelle la stratégie retenue dans la candidature. L'adaptation doit conduire à préciser le plus finement possible les critères d'éligibilité et de sélection. C'est un travail important qui nécessite des négociations avec les cofinanceurs potentiels et une analyse de l'ASP sur la vérificabilité contrôlabilité des dispositifs prévus. L'autorité de gestion apporte un appui individuel à chaque GAL et les a tous réunis le 20 octobre dernier. Les premières conventions seront finalisées en fin d'année.

Parallèlement les GAL ont commencé un travail d'animation de leur territoire et mettent en place leurs instances de gouvernance.

▪ **Le Réseau Rural Régional Franche-Comté 2014-2020 :**

Les objectifs et l'organisation du Réseau ont été présentés en Comité de suivi des fonds européens du 9 octobre 2015, une première présentation des actions en cours a été réalisée en Comité de suivi FEADER le 6 Avril 2016.

En 2016 les actions suivantes ont été menées :

- **Fusion Bourgogne Franche-Comté :**

Les Réseaux Ruraux Bourgogne et Franche-Comté ont fusionné pour ce qui est de la gouvernance et de l'animation. Le réseau rural Bourgogne Franche-Comté (RRBFC) permet de faire le lien entre des réseaux thématiques dans le but de décloisonner et de développer des partenariats entre ces acteurs, de favoriser l'interconnaissance, de valoriser les actions de ces réseaux thématiques (voir ci-dessous la cartographie des réseaux régionaux). Trois personnes du Conseil Régional de Bourgogne-Franche-Comté et une personne de la DRAAF s'occupent du réseau, un comité technique regroupant l'ensemble des acteurs du développement rural de la région, financeurs et animateurs de réseaux, acteurs des territoires, universitaires, chambres consulaires, acteurs économiques, organismes de formation, ARS, organismes agricoles, acteurs de l'environnement s'est réuni le 10 octobre 2016. Le comité technique a pour rôle de proposer, d'échanger, de donner un avis d'expertise, de suivre les réseaux animés, les actions menées et les nouvelles actions à conduire ou des nouveaux sujets à explorer. Le comité technique se réunira au moins deux fois par an. Le pilotage global et l'animation technique sont assurés par la Région et la DRAAF. Une lettre d'information du RRBFC « actualité des réseaux » devra paraître avant fin 2016 avec un nouveau format numérique. Les actions seront menées pour l'ensemble de la région mais dans le respect des règles d'éligibilité géographique.

- « L'Agro-écologie en Franche-Comté : vulgariser les expériences et les expérimentations existantes pour accompagner le changement » :

La phase de réalisation des enquêtes de terrain est en cours de finalisation. Elles sont réalisées à la fois par les techniciens des Chambres Départementales d'Agriculture et des classes des EPLEFPA Franc-Comtois. La quarantaine de fiches expériences issues des enquêtes seront des bases sur les performances techniques, environnementales, sociales, sur les motivations, les points forts, les freins rencontrés qui serviront à la fois aux agriculteurs désireux de se lancer vers une expérimentation sur leur exploitation mais aussi aux techniciens, formateurs, agents de développement en charge de la mise en œuvre de l'agro-écologie. Les fiches seront utilisées comme support d'expériences existantes.

Un second appel à proposition a été lancé le 17 Octobre dernier pour le territoire Franc-Comtois. Cet appel à proposition « Accompagner le projet agro-écologique en Franche-Comté » a pour objectifs :

- De constituer, d'animer et de mettre à contribution des réseaux d'acteurs en lien avec l'agro-écologie ;
- De constituer et de professionnaliser un réseau de référents de l'accompagnement de l'agro-écologie
- D'organiser des événements en lien avec l'agro-écologie.
- De contribuer au travers de l'outil (GECO) à la construction d'un centre de ressource national de l'agro-écologie

Un appel à proposition sera lancé début 2017 en Bourgogne pour que des actions similaires soient menées sur ce territoire.

- **Actions d'accompagnement des territoires :**

Les formations méthodologiques des acteurs pilotant ou accompagnant des projets de développement en milieu rural existantes depuis 2011 en Bourgogne ont été ouvertes aux acteurs Franc-Comtois. L'objectif est de les outiller pour améliorer leurs pratiques dans la conduite de leurs projets. 3 modules de 3 jours ont eu lieu en 2016 : méthodologie de projet, outils d'animation créatifs et participatifs, outils d'évaluation. Ces actions seront reconduites en 2017 à la fois sur le territoire Bourguignon et sur la Franche-Comté.

- Actions d'accompagnement des GAL :

L'apport méthodologique sur les aides d'Etat initialement prévue en novembre et décembre 2016 se déroulera début 2017.

Des réunions d'information ont déjà eu lieu en Bourgogne et Franche-Comté sur la coopération dans Leader avec un accompagnement par la Direction Europe et Rayonnement International depuis 2014.

Les principales attentes recensées sur la coopération dans leader portent sur la construction d'un projet de coopération, comment trouver un territoire partenaire?, le montage financier des projets, l'association des acteurs.

